

automatique et aveugle se dessine dans les organismes internationaux. Ces critiques sont souvent dirigées contre l'Afrique, puisque les nombreux États africains constituent une composante essentielle d'une telle majorité. Cette évolution est facile à comprendre dans la perspective historique des pays d'Afrique. On n'a pas lieu d'être surpris de les voir recourir à leur argument le plus solide, soit leur vote prépondérant aux Nations Unies et au sein d'autres organismes. Il faut écouter l'Afrique.

Cependant, les organisations internationales ne sont pas, de par leur structure actuelle, des corps parlementaires mais bien des forums où l'on peut discuter des problèmes mondiaux et, si possible, prendre des décisions par voie de consensus. Les confrontations entre blocs inflexibles ne mèneraient nulle part et seraient même dangereuses. Le Canada ne veut pas être automatiquement classé dans l'un ou l'autre camp. Une telle façon de voir les choses nous apparaît simpliste et même préjudiciable, car nous vivons dans un monde aux multiples dangers. Aux ennemis communs que sont la maladie, la pauvreté et l'ignorance, on risque maintenant de voir s'ajouter la méfiance et la suspicion.

Si nous voulons réaliser des progrès en cette difficile période de l'histoire, nous devons faire preuve de bonne volonté et de bon sens et apprendre à nous connaître beaucoup mieux. L'ignorance est très dangereuse dans un monde en effervescence et, s'il est indéniable que la sagesse ne suit pas nécessairement la connaissance, nous devons quand même chercher à susciter son épanouissement.

Il me semble assez urgent d'exposer aux dirigeants africains les vues canadiennes à ce sujet dans un cadre plus officiel et d'en discuter avec eux. Ce qui s'impose peut-être encore plus, c'est que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures soit informé par les plus hautes instances africaines de l'attitude qu'entendent adopter les gouvernements africains à la seconde session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement, l'automne prochain. Vous savez certes que le Gouvernement était minoritaire dans le dernier Parlement. Cette position précaire nous a obligés à réduire au minimum nos consultations avec les gouvernements d'autres pays. Nous pouvons maintenant respirer, du moins pour quelques années. Je prépare donc actuellement une tournée de deux semaines que j'effectuerai à la mi-avril en Afrique occidentale et j'entends profiter de l'occasion pour me rendre compte sur place de la situation dans la région du Sahel touchée par la sécheresse, et dans les pays le long du golfe de Guinée. Compte tenu des objectifs de la politique africaine du Canada, j'espère que cette visite me donnera l'occasion de renforcer les liens qui nous unissent déjà aux nations indépendantes d'Afrique,